



Contributor, Spencer Platt, David Ramos via Getty Images, Julia Goddard/La trompette

## La Russie a truqué les élections de 2016 - pour Hillary ?

- Richard Palmer
- [24/07/2025](#)

Le scandale Trump-Russie était l'exact contraire de la vérité. On nous a dit que le président russe Vladimir Poutine voulait que Donald Trump gagne parce qu'il détenait des informations compromettantes sur ce dernier. Mais la vérité est que la Russie détenait des renseignements accablants sur Hillary Clinton. Pendant sa campagne, elle prenait des « tranquillisants lourds » et était « obsédée par la soif de pouvoir ». Le département d'État de Barack Obama a tenté de soudoyer des groupes religieux pour qu'ils la soutiennent, et son ministère de la justice s'est immiscé dans l'enquête sur ses courriels. La Russie a contribué à dissimuler cette affaire afin de pouvoir la faire chanter après l'élection.

Ce ne sont là que quelques-uns des détails de l'attaque d'Obama contre Trump en 2016 qui ont été révélés dans un rapport 2020 publié mercredi par la directrice du renseignement national, Tulsi Gabbard. L'enquête et le renvoi de 2020 montrent comment Obama a œuvré à la création d'une évaluation de la communauté du renseignement (ICA) qui a déclaré que Poutine avait « une nette préférence » pour Trump et « aspirait à aider ses chances de victoire » lors des élections de 2016.

C'était un mensonge. Cette ICA a ouvert les vannes du scandale de la collusion russe et des mois d'enquête qui ont lié les mains du président Trump au cours de son premier mandat. Le rapport de 2020 a révélé :

- L'ICA de 2016 a été « soumise à des directives inhabituelles de la part du président [Obama] et de hauts responsables politiques »
- Le directeur de la CIA a ordonné la publication de rapports « contenant des informations peu claires, d'origine incertaine, potentiellement teintés du parti-pris ou peu plausibles, et qui sont devenues des sources fondamentales pour les jugements de l'ICA selon lesquels Poutine préférerait Trump à Clinton ».
- « Un fragment de phrase, peu clair et invérifiable, tiré de l'un des rapports de qualité inférieure constitue la seule information classifiée citée pour suggérer que Poutine "souhaitait" aider Trump à gagner. »
- L'ICA a ensuite menti à ce sujet, affirmant que la communauté du renseignement avait « une grande confiance » que Poutine voulait que Trump gagne. Selon les directives du gouvernement, dans les rapports officiels de renseignement le terme « grande confiance » signifie qu'il existe « des rapports clairs et fiables provenant de plusieurs sources ».
- « L'ICA a ignoré ou cité de manière sélective des rapports de renseignement fiables qui remettaient en cause — et dans certains cas minaient — les jugements selon lesquels Poutine avait cherché à élire Trump ».
- Le directeur de la CIA a ensuite « précipité la publication afin que le rapport paraisse deux semaines avant la prestation de serment du président élu, Trump », ce qui a conduit à des erreurs évidentes.
- Le rapport souligne également que la Russie s'est empressée de divulguer des documents anti-Trump, ce qu'elle ne

ferait pas si elle voulait qu'il gagne. Ce point n'a pas été souligné dans l'ICA.

Son auteur principal était apparemment un analyste principal de la CIA. Le président de la commission du renseignement de la Chambre des représentants, Devin Nunes, a lancé l'enquête, mais une fois le rapport terminé, le président de la commission, Adam Schiff, l'a maintenu sous le sceau du secret.

« Il existe des preuves irréfutables qui expliquent comment le président Obama et son équipe de sécurité nationale ont ordonné la création d'une évaluation de la communauté du renseignement qu'ils savaient être fausse », a déclaré Mme Gabbard mercredi. « Nous avons transmis et continuerons à transmettre tous ces documents au ministère de la justice et au FBI, afin qu'ils enquêtent sur les implications criminelles de cette affaire. [...] Les preuves que nous avons trouvées et que nous avons rendues publiques indiquent directement que le président Obama a dirigé la fabrication de cette évaluation des services de renseignement. De nombreux éléments de preuve et de renseignements confirment ce fait. »

**Pendant ce temps, le département d'État d'Obama a tenté de soudoyer des organisations religieuses liées à la Russie pour qu'elles soutiennent Hillary Clinton.** Les révélations sur Hillary Clinton contenues dans le rapport 2020 sont choquantes :

- Au lieu d'essayer de piéger le rival de Trump, « Poutine s'est retenu de divulguer des documents compromettants à utiliser contre l'administration Clinton attendue après son entrée en fonction. »
- Les services de renseignement russes « détenaient des informations particulièrement préjudiciables » sur Mme Clinton « qui auraient probablement créé des scandales plus graves que les informations déjà divulguées ».
- « Le président Obama et les dirigeants du parti ont jugé l'état de santé de Mme Clinton « extraordinairement alarmant » et ont estimé qu'il pourrait avoir un « impact négatif sérieux » sur ses chances d'être élue », indique le rapport. « Les informations sur son état de santé étaient gardées dans le plus grand secret et même ses proches conseillers n'en étaient pas pleinement au courant. »
- « Les services de renseignement russes disposaient de documents du Comité national démocrate indiquant que Mme Clinton avait souffert de problèmes émotionnels, notamment des « accès incontrôlés de colère, de l'agressivité et de la gaieté » », indique le rapport. Mme Clinton a été placée sous un régime quotidien de « tranquillisants lourds » et, tout en ayant peur de perdre, elle est restée « obsédée par la soif de pouvoir ».
- Les services de renseignement russes disposaient de « détails sur les réunions secrètes au cours desquelles le département d'État a offert son patronage à des groupes religieux en échange d'un soutien à la campagne de Mme Clinton ». Il s'agissait notamment d'offrir de l'argent du département d'État en échange d'un soutien à Mme Clinton.
- Le chef du Comité démocrate national a rédigé des e-mails indiquant que la ministre de la Justice de l'époque, Loretta Lynch, avait déclaré qu'elle conservait les informations relatives à l'enquête du FBI sur le serveur de messagerie électronique de Mme Clinton.
- Il est difficile de justifier le jugement de l'ICA selon lequel Poutine « souhaitait » aider Trump à gagner en discréditant la secrétaire d'État Clinton, étant donné que dans les dernières semaines de la campagne – lorsque des fuites aussi dévastatrices auraient pu être décisives – le président Poutine a choisi de ne pas injecter ces contenus dans la campagne », conclut le rapport.

La procureure générale Pam Bondi a annoncé hier que le ministère de la Justice avait mis en place une « force de frappe » pour enquêter sur le Russiagate. Ces forces font appel au personnel de plusieurs agences pour enquêter sur des crimes complexes. « Nous mènerons une enquête approfondie sur ces révélations troublantes et ne négligerons aucune piste pour rendre la justice », a-t-elle déclaré.

Cette semaine, le rédacteur en chef Gerald Flurry a écrit :

Si Barack Obama avait réussi à utiliser la communauté du renseignement américain pour empêcher Donald Trump d'accéder au pouvoir, l'Amérique ne serait plus une république constitutionnelle ! Il s'agirait d'une technocratie autoritaire dirigée par l'État profond de Barack Obama. C'est pourquoi Dieu a dû intervenir miraculeusement et sauver temporairement l'Amérique par la main de Donald Trump, préfiguré par l'ancien roi israélite Jéroboam II. [...]

Maintenant que le président Trump a sauvé l'Amérique temporairement, il doit agir pour ramener la nation à Dieu.

Tulsi Gabbard et Pam Bondi ont mis au jour une trahison et une corruption ignobles impliquant Barack Obama, Jeffrey Epstein et bien d'autres. Mais l'administration Trump prendra-t-elle des mesures pour traduire les criminels en justice ? Si ce n'est pas le cas, la résurgence de l'Amérique pourrait s'avérer beaucoup plus temporaire qu'on ne l'espère. [...]

Dieu a opéré de véritables miracles pour ramener le président Trump au pouvoir. Ce que vous devez réaliser, c'est que ces miracles ont un but particulier : ils sont un avertissement pour nous et une occasion de nous repentir !

## AUTRES NOUVELLES

Des fonctionnaires anonymes ont déclaré au **Wall Street Journal** que le nom de Donald Trump figure dans les dossiers Epstein. En mai, il aurait été informé que « les dossiers contenaient ce que les fonctionnaires considéraient comme des oui-dire non vérifiés sur de nombreuses personnes, y compris Trump ». Cette fuite aurait pu avoir lieu à n'importe quel moment depuis lors—je ne pense pas que ce soit une coïncidence qu'elle soit sortie aujourd'hui. Elle a fait la une des journaux américains et a éclipsé la publication du rapport d'enquête et de renvoi sur la surveillance en 2020. Cela ne veut pas dire que les dossiers Epstein sont une distraction. Mais le président Trump a rompu ses liens avec Jeffrey Epstein il y a des années, et

pourtant il est souvent utilisé pour détourner l'attention d'autres personnes qui ont eu des relations beaucoup plus récentes avec lui.

Un juge de Floride a rejeté la demande du président Trump de lever les scellés des transcriptions du grand jury concernant l'affaire Epstein dans cet État. Elle a déclaré que le tribunal avait « les mains liées », car ces transcriptions ne sont divulguées que dans de rares circonstances.

**Le décret du président Trump visant à mettre fin à la citoyenneté de naissance est « inconstitutionnel »**, a statué mercredi la Cour d'appel du neuvième circuit. Elle laisse l'injonction nationale en place, malgré la récente décision de la Cour suprême. La Cour suprême autorise toujours les tribunaux à émettre une injonction universelle si elle est nécessaire pour obtenir une « réparation complète ». Le neuvième circuit a fait valoir que les résidents des États plaignants pouvaient accoucher dans un autre État, de sorte que la décision du tribunal devait s'appliquer à l'ensemble du pays pour les protéger pleinement. L'épreuve de force entre les juges et Trump se poursuit.

**Les bombes nucléaires américaines sont retournées au Royaume-Uni** pour la première fois depuis 20 ans, selon une analyse des mouvements de l'armée américaine. Un avion cargo C-17 a quitté le siège du centre d'armement nucléaire de l'armée de l'air américaine pour se rendre sur une base britannique qui a accueilli des armes nucléaires américaines jusqu'en 2008. Les armes nucléaires sont de plus en plus fréquemment déployées dans le monde.

**Le cabinet allemand a approuvé un projet de loi visant à aider le pays à développer plus rapidement son armée.** « Nous avons besoin de plus d'armes, et nous en avons besoin plus rapidement. Cet objectif ne peut être atteint qu'en augmentant la production », a déclaré Katharina Reiche, ministre de l'Économie. La législation proposée s'étendrait à tous les biens militaires et permettrait, entre autres, d'éviter les longues procédures d'appel d'offres pour les contrats militaires. Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, a salué cette mesure comme une « loi révolutionnaire » et un « bond en avant » pour les capacités de défense de l'Allemagne. Les restrictions imposées à la capacité de l'armée à se procurer des armes ont longtemps été considérées comme l'une des principales causes de la prétendue faiblesse militaire de l'Allemagne. Il ne s'agit là que de la dernière étape d'un effort beaucoup plus vaste visant à permettre à l'Allemagne de se militariser rapidement.

**Macron et Merz s'unissent dans la production et le commerce d'armes contre les États-Unis** Le président français Emmanuel Macron a rendu visite mercredi au chancelier allemand Friedrich Merz et les deux hommes se sont mis d'accord sur des contre-mesures européennes coordonnées dans le cadre du différend tarifaire avec les États-Unis. Les deux hommes ont également discuté du développement d'un avion de combat de nouvelle génération dans le cadre du Future Combat Air System, un projet commun auquel participent la France, l'Allemagne et l'Espagne. Toutefois, le programme a été retardé en raison de différends entre les industries de défense française et allemande, la France exigeant apparemment une part de 80 pour cent. Ces dernières années, Macron s'est montré extrêmement désireux de plaire à l'Allemagne dans tout différend avec les États-Unis — ce qui a de profondes implications prophétiques.